



27 Boulevard Saint Martin – 75003 PARIS

Site : <http://www.sitecommunistes.org>

Hebdo : hebdo@sitecommunistes.org

Courriel : communistes@sitecommunistes.org

<https://x.com/PRCommunistes>

22/10/2026

Résumé des questions économiques et sociales: semaine n° 302 du 22 octobre 2026.

ÉDITO

Dans le communiqué¹ du Parti Révolutionnaire Communistes à propos du 17 octobre, nous déclarions que tous les efforts doivent être tournés vers la grève générale et tout ce qui y contribue doit être encouragé. C'est pourquoi, nous appelons au samedi 24 octobre comme une étape dans le développement de la lutte. Avant le 5 novembre un nouveau moment de l'action, il faut faire monter la pression afin de faire reculer le pouvoir et le patronat. Le pouvoir veut jouer l'ordre (bourgeois) contre les revendications des travailleurs et de la jeunesse. Il espère car il n'a rien dans les mains pour le peuple et tout pour les patrons nous museler par la répression et gagner du temps. De ce point de vue la rencontre avec les syndicats a procédé de cette logique. " *Ce n'est pas dans les salons, ce n'est pas à Matignon que l'on aura satisfaction* " dit justement le slogan. Faisons le vivre ! Dans les boîtes, dans les services, les bahuts et les facs, dans la rue imposons par notre force et notre cohésion un mouvement qui fera céder les digues de l'austérité capitaliste. Mettons à l'ordre du jour la grève générale !



Sommaire :

Luttes

- ***L'UD-CGT de Paris appelle à manifester le samedi 24 octobre***
- ***17 octobre : une étape importante dans le développement des luttes***
- ***FNIC-CGT : qui sème la haine récolte la colère !!!***
- ***Liquidation de la Fonderie de Bretagne, entreprise historique dans le Morbihan, fleuron de ce secteur : 244 salariés jetés à la rue***
- ***Châteaubriant : hommage aux résistants aux fusillés***
- ***Les syndicats de la SNCF appellent à la grève la veille du voyage inaugural du TGV M***
- ***Saint-Étienne : STAS grève les 16 et 17 octobre dans les transports***
- ***Toulouse : grève du milieu associatif contre les coupes budgétaires***
- ***Salariés de Bolloré en colère : en Finistère, action contre les suppressions d'emplois***
- ***Travaux du conservatoire d'Orléans : contre un budget au rabais***
- ***Annecy-Poisy : 11 postes menacés, les salariés disent non à la fermeture du centre de formation***
- ***Sanction contre deux inspecteurs du travail : le ministère recule***
- ***Casinos : Des bénéfices pour Barrière, des licenciements pour les salariés***
- ***A Alençon (Orne) les employés de Coallia en grève***
- ***Safran (Landes) : ils réclament une hausse immédiate de 100 euros net par salarié***
- ***Grève dans les centres d'appels chez Armatix***
- ***Transdev, les conducteurs de cars sont en grève***

- *Douarnenez (29), grève massive chez Chancerelle après le licenciement d'un salarié*
- *Les salariés d'un magasin Action de Dordogne font grève*
- *Les conducteurs de car Transdev sont en grève à Carhaix*
- *Une structure pour enfants et adolescents polyhandicapés du Lot en grève*
- *150 agents des établissements médico-sociaux de Mindin mobilisés contre la suppression de plusieurs postes*

Dossiers ; Économie

- *Les fortes hausses des prix ont favorisé la rentabilité économique des grossistes de l'agro alimentaire*
- *A propos du prix Nobel d'économie : une critique de Michael Roberts*
- *L'Allemagne lance à son tour son sommet " Invest in Germany "*

International ; Solidarité internationaliste

- *Le groupe du Parti Communiste de Grèce au parlement européen condamne la répression en Asie Centrale*
- *Espagne: des jeunes militants communistes agressés par la police*
- *Wallonie (Belgique) : 1217 emplois menacés chez GSK*
- *Albanie : soutien du Parti Communiste à la lutte des étudiants*
- *Les jeunes communistes grecs en France solidaires des luttes des étudiants*
- *Belgique : grève des fonctionnaires*
- *Lutte des lycéens et étudiants en France : déclaration de la FISE (FSM)*
- *Mayotte : la CGT-MAY Poste annonce une grève illimitée*
- *Italie : la plus grande aciérie d'Europe menace d'arrêter son activité, près de 10 000 emplois concernés*

Luttes

L'UD-CGT de Paris appelle à manifester le samedi 24 octobre

Le mouvement social d'ampleur, démarré par les lycéen·nes, rejoint par les étudiant·es, et soutenu depuis le premier jour par la CGT, verra une nouvelle étape ce samedi 24 octobre. D'un mouvement pour les conditions d'études des jeunes, il devient aussi un mouvement contre la vie chère et pour les services publics. La CGT Paris est résolue à continuer à accompagner les jeunes, à porter nos revendications et à garantir notre droit de manifester. C'est pourquoi nous appelons, avec les organisations de jeunesse et avec une intersyndical régionale, à une manifestation à 14h00 à Bastille

17 octobre : une étape importante dans le développement des luttes

Le 17 octobre a marqué une étape importante dans le développement des luttes et dans la convergence entre les lycéens, étudiants et travailleurs². Selon les organisateurs, plus de 800.000 manifestants résolus et combatifs ont battu le pavé. près de 100.000 à Marseille et à Paris, 50.000 à Nantes et à Toulouse...Les villes moyennes et petites ont vu des cortèges fournis, ceci est rapporté par la presse régionale. A lire les panneaux brandis par les manifestants, souvent jeunes, il faut y voir à la fois des revendications claires et précises mais aussi un ras-le-bol profond de la situation de mépris dans lequel les tient le gouvernement, sans compter de nombreux mots d'ordre franchement anti-capitalistes ceci marquant une élévation du niveau de conscience. Le système lui-même est bien mis en cause.

FNIC-CGT : qui sème la haine récolte la colère !!!

La FNIC-CGT prend clairement position par rapport aux luttes en cours. Nous publions ici l'intégralité de son texte publié³ et donnant une orientation de classe à la poursuite de la lutte.

" *Gaz lacrymogènes, coups de matraque, des mains arrachées, des yeux crevés, des milliers de gardes à vue, une centaine d'incarcérations et maintenant partout sur le territoire des couvre-feux ! Ils veulent nous faire peur, ils veulent nous bâillonner ! Mais les jeunes, mobilisés depuis trois semaines, continuent de résister et ils s'organisent. Le déploiement d'une terreur d'État ne les intimide pas. Ils exigent une société plus juste, avec des moyens pour l'éducation, pour leur avenir, pour notre avenir. A côté des slogans anti-fachos, qui ne doivent plus se traduire par des dividendes et des actions, ils crient leur détermination à changer la société. Ils rejettent le capitalisme et ses choix délétères pour la planète. Ils appellent à la grève générale, ils nous appellent à la convergence des luttes. Ce qu'ils portent, nous le portons également : une société qui respecte les individus et qui pourvoit aux besoins de chacun ! Nous revendiquons des augmentations de salaires, à hauteur des richesses que nous créons et qui ne doivent plus se traduire en dividendes et en actions pour les parasites que sont les actionnaires spéculateurs. Les Lycéens et étudiants parlent de solidarité avec les étrangers, avec les plus faibles, ils revendiquent un service public à hauteur des besoins de tous. Ils ne sont pas dupes des promesses faites par un gouvernement qui n'a qu'un seul mot d'ordre pour mater les manifestants : pas de retenue. Ils sont nos*

enfants, issus du monde du travail, et nous nous devons d'être avec eux car nous aspirons au même avenir ! La FNIC-CGT appelle l'ensemble des travailleuses et travailleurs à débattre et à organiser la grève partout où nous sommes. La grève doit être la seule réponse à nos revendications communes avec la jeunesse et pour combattre la répression qu'ils mettent en place pour nous faire taire ! Occupons nos lieux de travail, bloquons les moyens de production, organisons la convergence des luttes. "

Liquidation de la Fonderie de Bretagne, entreprise historique dans le Morbihan, fleuron de ce secteur : 244 salariés jetés à la rue

La Fonderie de Bretagne de Caudan (56) a été placée en liquidation judiciaire jeudi 15 octobre 2026 par le tribunal de commerce de Lorient (cf. écosoc n° 301, 15 octobre 2026)⁴. Cette fermeture résulte de décisions politiques et de stratégies capitalistes désastreuses pour les salariés. Le 15 octobre, les salariés de l'entreprise et de nombreux soutiens étaient rassemblés devant le tribunal de commerce. Des lycéens sont venus apporter leur soutien aux salariés de la Fonderie de Bretagne *« on vient en soutien avec les syndicalistes, ils nous soutiennent depuis le début du mouvement lycéen ... on est lycéens, futurs travailleurs, donc le futur des entreprises locales nous concerne directement. Surtout quand elles ont fait manger des familles sur plusieurs générations »*.

La Fonderie de Bretagne (FDB) a été créée par Renault en 1966, après la fermeture des forges d'Hennebont. Pour le secrétaire CGT de FDB *« Renault avait réuni tous les éléments nécessaires à son naufrage ils ont dimensionné un outil de production qui était fait pour eux mais qu'ils n'ont jamais utilisé à bon escient. Quand Renault s'est séparé du site en 2022 c'est parce qu'il avait décidé de faire faire ses pièces à l'étranger [en Turquie] décision validée par l'État »*

Europlasma a pris le contrôle de la FDB, en 2025 après le fond Callista, il s'était engagé à investir sur le site de Caudan 15 millions d'euros sur trois ans et affirmait vouloir diversifier la production, notamment avec la fabrication de corps creux pour des obus de mortier. Mais la CGT, dénonce la politique d'Europlasma, le groupe n'a jamais versé l'intégralité des sommes promises et la production de FDB, interrompue après un incendie en janvier 2026, n'a pas réellement repris. (cf écosoc n° 254, 20 novembre 2025⁵ ; n° 287, juillet 2026⁶ ; n° 300, 8 octobre 2026⁷).

La fermeture de l'usine c'est la casse d'un outil industriel dernier cri une machine de retouche à 800.000 euros aura servi 2 jours, une autre 3 mois. La FDB c'est 150 millions d'euros investis en 10 ans.

Après la liquidation, les mandataires judiciaires reprennent le dossier et ont 21 jours pour envoyer les lettres de licenciement aux 244 salariés qui auront droit au minimum conventionnel.

Pour la CGT⁸ ça ne suffit pas Renault et *« l'Etat doit assumer : on a 244 compétences en fonderie qui ne servent plus à rien sur le bassin lorientais, nous les fondeurs, on se retrouve le cul dans l'eau »*. Depuis plusieurs semaines, les salariés se sont mobilisés sur des ronds-points, ont bloqué la circulation des trains afin de faire entendre leur colère. *"Ce qu'on voulait, c'est garder notre emploi, garder l'outil industriel sur le bassin lorientais, et ça ne se fait pas parce qu'il n'y a pas d'engagement réel de la part des politiques sur le sujet"*, dénonce le délégué syndical CGT.

La liquidation a entraîné la fermeture immédiate de l'usine de Caudan, l'action intersyndicale menée par la CGT s'apparente à une course contre la montre de 21 jours : les représentants du personnel ont engagé la négociation des indemnités supra-légales. Le syndicat CGT de la FDB refuse que le sort des salariés dépende uniquement des fonds limités de l'AGS (Régime de garantie des salaires) ; exige un reclassement effectif et met la pression pour obtenir des engagements écrits de reclassement dans le tissu industriel local ou au sein du groupe Renault, refusant les promesses de "formations de reconversion" jugées inadaptées pour les salariés les plus âgés en fin de carrière.

Pour le moment, la Fonderie de Bretagne bascule dans un drame humain et industriel inacceptable. La perspective du licenciement économique de l'ensemble des salariés marque le terme tragique d'un gâchis industriel qui aurait pu et dû être évité ... le groupe Renault et l'État ne devront pas se laver les mains de cette casse sociale, la CGT restera mobilisée sur tous les fronts syndicaux, politiques et juridiques jusqu'à ce que justice et réparation et dignité soient rendues aux salariés de la fonderie a déclaré le délégué CGT.

Pour le Parti Révolutionnaire Communistes : lutter contre la casse d'entreprises industrielles stratégiques, une exigence s'impose : une nationalisation de La Fonderie de Bretagne au service des besoins du pays et sous le contrôle des travailleurs.

Châteaubriant : hommage aux résistants aux fusillés

Le 22 octobre 1941, les autorités allemandes font fusiller 27 otages détenus au camp de Choisel, en représailles à l'exécution de l'officier allemand Karl Hotz à Nantes. Parmi eux figure Guy Môquet, jeune militant communiste âgé de 17 ans. Les condamnés refusent d'avoir les yeux bandés et meurent en chantant la Marseillaise. Chaque année un hommage est rendu à ces résistants.

Après les recueils et les dépôts de gerbes sur les sites historiques, notamment La Blisière. Une cérémonie a eu lieu l'après-midi sur le site de la Clairière des Fusillés (La Sablière) à Châteaubriant.

Fabien Roussel (Secrétaire National du Parti Communiste) et Sophie Binet (Secrétaire Générale de la Confédération Générale du Travail) étaient présents et ont prononcé des allocutions d'hommage. L'un comme l'autre sont revenus sur cette période sombre de l'histoire de notre pays et ont fait le lien avec l'actualité vécue aujourd'hui aux côtés de notre jeunesse depuis bientôt presque un mois.

Les camarades de la section Poste du Parti Communiste Français, de la Fédération CGT des Activités Postales et de télécommunications, de l'Union Régionale CGT Île-de-France, du syndicat CGT des services Postaux de Paris, étaient présents à Châteaubriant afin de rendre hommage aux camarades résistants fusillés par les nazis. Le Parti Révolutionnaire Communistes y était représenté par un camarade postier.

Les syndicats de la SNCF appellent à la grève la veille du voyage inaugural du TGV M

Les quatre fédérations de cheminot : CGT, CFDT, UNSA et SUD appellent ensemble à un rassemblement le 3 novembre à Saint Denis sous les fenêtres de la direction où les syndicats seront reçus pour une réunion sur le pouvoir d'achat. Ils appellent ensemble à une grève le 5 novembre à l'occasion du voyage inaugural du TGV M qui sera à cette occasion emprunté par le PDG de la SNCF et une brochette d'officiels. Les syndicats revendiquent:

- Une véritable augmentation générale des salaires
- Une revalorisation forte des primes de travail
- La refonte de l'indemnité de résidence
- La création d'un vrai treizième mois

Saint-Étienne : STAS grève les 16 et 17 octobre dans les transports

le syndicat SNTU-CFDT a appelé à la grève les 16 et 17 octobre : il demande à la direction la mise en place d'une prime exceptionnelle pour compenser la hausse du prix de l'essence et du gazole. Il demande également l'ouverture des NAO, les négociations annuelles obligatoires, pour obtenir un "coup de pouce" dans le contexte d'un pouvoir d'achat en berne.

Toulouse : grève du milieu associatif contre les coupes budgétaires

Une journée de grève a été organisée le 16 octobre 2026 dans le milieu associatif, du social et du médico-social, avec un appel national à la mobilisation, prévu du 12 au 17 octobre 2026. À Toulouse (Haute-Garonne), un rassemblement a été organisé sur le parvis de la gare Toulouse-Matabiau, dont l'objectif est de dénoncer les baisses de financement de la part de l'État et les répercussions dans les budgets des collectivités territoriales.

Salariés de Bolloré en colère : en Finistère, action contre les suppressions d'emplois

Après l'annonce de la direction du groupe Bolloré d'un plan de sauvegarde de l'emploi (PSE), concernant deux de ses filiales, Bluebus et Blue Solutions, ce jeudi 15 octobre 2026, des dizaines de salariés ont décidé de montrer leur mécontentement à Ergué-Gabéric (Finistère), près de Quimper.

Dans un long article publié par le journal *L'Hermine Rouge*⁹, les rédacteurs décrivent les actions menées par les salariés et leurs motivations.

Travaux du conservatoire d'Orléans : contre un budget au rabais

Les professeurs du conservatoire d'Orléans ont de nouveau cessé le travail le 14 octobre pour exprimer leur mécontentement face à leurs conditions de travail. Des locaux "vétustes" et "plus aux normes de sécurité". Ils ont écrit une lettre ouverte au maire d'Orléans¹⁰.

Annecy-Poissey : 11 postes menacés, les salariés disent non à la fermeture du centre de formation

Le jeudi 15 octobre, les salariés de l'AFPA d'Annecy Poissy se sont mobilisés pour dire non à la fermeture du centre de formation professionnelle des adultes et à la suppression de 11 emplois. Au plan national, l'Agence nationale pour la formation professionnelle des adultes (AFPA) envisage jusqu'à 867 suppressions de postes et la fermeture de 30 centres sur les 142 que compte l'organisme. La CGT dénonce une logique comptable et réclame le maintien de tous les emplois de proximité.

Sanction contre deux inspecteurs du travail : le ministère recule

Dans un communiqué commun¹¹ la CGT, la CNT et SUD se réjouissent du recul du ministère par rapport à des sanctions contre deux inspecteurs du travail en Isère : " Ce recul constitue pour nos organisations syndicales une première victoire et un dénouement provisoire. Il a été rendu possible par le soutien sans faille dont ont bénéficié nos camarades, assuré d'abord par leur collectif de travail isérois, en grève reconductible depuis 5 semaines,

mouvement de solidarité d'une ampleur inédite dans nos services. En parallèle, les actions de soutien et de solidarité se sont multipliées, partout en France. La colère face à cette procédure bâillon est grande, tout le monde a bien compris ce qui était en jeu: n'importe laquelle ou n'importe lequel d'entre nous aurait pu être à leur place. "

Casinos : Des bénéfices pour Barrière, des licenciements pour les salariés

Dans un communiqué¹² la CGT commerce s'insurge contre les licenciements programmés dans le groupe des casinos Barrière : *" Le Groupe Barrière veut fermer le Pavillon du Lac et sacrifier trente emplois, mais comment accepter cette logique quand le premier casino de France, dans la même structure, engrange des dizaines de millions de bénéfices chaque année ? Les salariés doivent-ils payer le prix des erreurs stratégiques de la Direction alors que le groupe trouve toujours les moyens pour se développer ailleurs ? La CGT Barrière refuse catégoriquement cette course au toujours plus de rentabilité : elle exige des comptes, des alternatives vraies à la fermeture et la défense de chaque emploi, avec la mobilisation pleine de la Fédération CGT Commerce et Services à ses côtés."*

A Alençon (Orne) les employés de Coallia en grève

Les organisations syndicales CGT et Sud Santé Sociaux-Solidaires de Coallia ont appelé les salariés à se mobiliser

afin de « se faire entendre pour revendiquer de meilleures conditions de travail ». Absence de véritable salle de pause, des sanitaires mixtes posant question au regard des exigences réglementaires, non-application effective de certaines dispositions relatives au travail de nuit, manque de personnel pesant directement sur les conditions de travail et la qualité de l'accompagnement des personnes accueillies, problèmes récurrents de paie, une absence de revalorisation générale de la valeur du point alors que le coût de la vie a fortement augmenté, Les déplacements domicile-travail représentent désormais une charge considérable concernant certains salariés.

Safran (Landes) : ils réclament une hausse immédiate de 100 euros net par salarié

En lutte pour le pouvoir d'achat, la CGT installe un piquet de grève devant Safran, à Tarnos.

Le syndicat interpelle la direction sur le pouvoir d'achat réclamant notamment une hausse immédiate de 100 euros net. Les actions de grève prennent aussi la forme d'un « *point de convivialité* » à proximité de l'entrée principale afin de discuter du cahier revendicatif.

Grève dans les centres d'appels chez Armatix

Mouvement national de grève à l'appel de la CGT dans les centres d'appels Armatix, en soutien au mouvement lycéen, mais les salariés dénoncent aussi le faible niveau des salaires. Ce mouvement de grève fait suite au gel des salaires depuis 15 ans !

Transdev, les conducteurs de cars sont en grève

Les salariés de Transdev assurant le transport public dans l'ouest de la Loire-Atlantique ont manifesté devant la mairie de Guérande et Cap Atlantique. Ils dénoncent les dégradations de leurs conditions de travail depuis la reprise en janvier par Transdev et l'état du matériel roulant. « On en a ras-le-bol » lâchent-ils d'une seule voix.

Douarnenez (29), grève massive chez Chancerelle après le licenciement d'un salarié

De nombreux salariés de la conserverie Chancerelle ont fait grève, protestant contre le licenciement d'un sertiisseur. C'est un licenciement complètement abusif et brutal, « il intervient dans un service sous tension depuis de nombreux mois », tonne le délégué syndical CGT et élu au conseil social et économique de l'entreprise. « *En décembre 2025, nous avons alerté la direction sur des faits de harcèlement managérial au sein du service maintenance* ».

Les salariés d'un magasin Action de Dordogne font grève

En grève afin d'exprimer leurs revendications : hausse des salaires et de meilleures conditions de travail. Ils réclament à leur direction des embauches afin de combler leur charge de travail. « Il y a urgence, il faut que ça bouge », insiste le responsable adjoint du magasin. Première grève depuis l'ouverture du magasin.

Les conducteurs de car Transdev sont en grève à Carhaix

A l'appel de la CGT, rejoints par d'autres syndicats les conducteurs et conductrices de car à Carhaix (Finistère) tiennent un piquet de grève devant leur dépôt. Leur mobilisation s'inscrit dans le cadre d'un mouvement régional. Ils dénoncent leurs conditions de travail.

Une structure pour enfants et adolescents polyhandicapés du Lot en grève

Depuis le 22 septembre, les salariés de l'Établissement pour enfants et adolescents polyhandicapés (EEAP) de Cahors sont en grève, dénonçant un management agressif et des conditions de travail dégradées.

150 agents des établissements médico-sociaux de Mindin mobilisés contre à la suppression de plusieurs postes



Une mobilisation a eu lieu devant les établissements médico-sociaux de Mindin à Saint-Brevin-les-Pins (44). La grève visant à dénoncer la suppression de postes prévue par la direction dans son plan de retour à l'équilibre. Suppression des postes d'animation, d'infirmière hygiéniste, de magasinier, du standard. Les infirmières de nuit d'astreinte devront appeler le 15 en cas d'urgence. Par ailleurs, le Complément de Traitement Indiciaire serait supprimé pour les professionnels techniques, ouvriers et administratifs, faisant 200 à 300 € de moins pour ces agents. L'ARS et le Conseil départemental n'ont pas abondé les budgets à la hauteur des besoins. Aucune amorce de dialogue ou de négociation n'a été entamée. "Nous avons une mission de service public et aujourd'hui on va nous empêcher de la remplir dans des bonnes conditions".

Dossiers : Économie

Les fortes hausses des prix ont favorisé la rentabilité économique des grossistes de l'agro alimentaire

La hausse des prix n'est pas une calamité pour tout le monde dans une société dominée par le mode production capitaliste. Une récente étude¹³ de l'INSEE le met en évidence " *Les grossistes de l'agroalimentaire sont des acteurs majeurs de la distribution de ces produits, qui réalisent 49 milliards d'euros de marge commerciale en 2025. Entre 2020 et 2024, les prix du commerce de gros agroalimentaire ont fortement augmenté, dans le sillage de la hausse des cours mondiaux des produits agricoles et de l'énergie, provoquée notamment par la reprise économique post-Covid et le déclenchement de la guerre en Ukraine.*

Au cours de cette période, les ventes ont crû de façon très marquée en valeur, mais en volume elles se sont contractées pour les grossistes en produits agricoles bruts (-7,2 %) et ont presque stagné pour les grossistes en produits alimentaires (-0,1 %). Par contraste, le volume des ventes de l'ensemble du commerce de gros s'est accru dans le même temps (+5,4 %).

Entre 2020 et 2024, la marge commerciale du commerce de gros agroalimentaire a fortement augmenté en valeur pour les produits agricoles bruts (+16,9 %) et plus encore pour les produits alimentaires (+31,8 %), comme pour l'ensemble du commerce de gros (+30,4 %). Le taux de marge commerciale des grossistes en produits agricoles et en produits alimentaires, lui, s'est légèrement érodé entre 2020 et 2024, ce qui traduit une croissance du coût d'achat des marchandises plus forte encore que celle de la marge commerciale.

La marge commerciale a davantage augmenté que les consommations intermédiaires et les coûts salariaux, permettant une forte progression de l'excédent brut d'exploitation du commerce de gros agroalimentaire de 45 % en quatre ans. Ainsi, le taux de marge comptable a augmenté de près de 4 points sur la période, à 35,8 %, et la rentabilité économique a également augmenté sur la période (+1,6 point, à 10,7 %)."

A propos du prix Nobel d'économie : une critique de Michael Roberts

Le prix Nobel d'économie a été attribué cette année à Robert Hall et Michael Woodford, pour leurs travaux sur les "fondements microéconomiques de la stabilisation macroéconomique". Selon l'Académie Nobel, Hall et Woodford ont remporté le prix "pour avoir développé de nouveaux modèles économiques qui aident les gouvernements et les banques centrales à stabiliser leurs économies afin de minimiser l'impact des chocs externes. [...] Les lauréats nous ont aidés à lisser les fluctuations de l'économie". Ces deux économistes pouvant être classés dans la catégorie des néo-keyneissiens s'attachent essentiellement à une lecture micro-économique des éléments déterminants de l'économie. Michael Roberts dans son blog en fait une critique argumentée¹⁴ : "Prizes for moving the economy in the right direction" et conclue son texte par : "En résumé, Woodford et Hall proposent des modèles théoriques fondés sur le comportement individuel des agents et sur une croyance quelque peu désuète en un taux d'intérêt naturel d'équilibre. Or, tenter de « réorienter l'économie dans la bonne direction » grâce à leurs modèles prédictifs s'est avéré un échec total."

L'Allemagne lance à son tour son sommet " Invest in Germany "

Un sommet s'inspirant de celui de Choose France. Le chancelier Friedrich Merz a déroulé le tapis rouge à près de 200 dirigeants de grands groupes mondiaux : PDG de Blackrock Larry Fink, celui de Goldman Sachs David Solomon, Hélène Ruby la patronne de la start-up franco-allemande The Exploration company ou le vice-président d'Amazon David Zapolsky. Des groupes japonais, chinois, australiens, indiens ou canadiens figurent aussi sur la liste... IA, datacenters... 225 milliards d'euros de promesses d'investissements annoncés au premier sommet «*Invest in Germany*». Parmi les grandes annonces, Amazon a promis d'investir plus de 16 milliards d'euros en Allemagne en 2027, dont 4,8 milliards dans les infrastructures...

International ; Solidarité internationaliste

Le groupe du Parti Communiste de Grèce au parlement européen condamne la répression en Asie Centrale

Le Parti communiste de Grèce (KKE) a fermement condamné la persécution et l'emprisonnement de communistes et d'autres militants politiques en Azerbaïdjan, en Ouzbékistan et au Kazakhstan, portant cette question devant la Commission européenne par le biais d'une question parlementaire soumise par l'eurodéputé du KKE, Kostas Papadakis. En Ouzbékistan, le journaliste Aziz Khakimov a été condamné à quatre ans et deux mois de prison pour « incitation à la haine », après s'être opposé à une législation visant à interdire l'idéologie communiste et à réhabiliter des participants au mouvement armé islamiste actif entre les années 1920 et 1940. Selon le KKE, son procès s'est tenu à huis clos, en l'absence de journalistes et avec des documents de procédure classifiés, ceci suscite de vives inquiétudes quant à une poursuite judiciaire motivée par des raisons politiques. En Azerbaïdjan, quatre jeunes hommes ont été emprisonnés pour le simple fait d'avoir arboré publiquement des drapeaux soviétiques. Ibrahim Asadli et Abdullah Ibrahimli ont écopé de peines de deux ans de prison, tandis qu'Elchin Bayramli et Mehman Zeynalov ont été condamnés chacun à 18 mois de détention. Le KKE a également dénoncé des poursuites similaires engagées au Kazakhstan contre des journalistes s'opposant à la falsification de l'histoire, alertant sur une tendance plus large à la répression anticomuniste dans les pays membres de l'Organisation des États turques. Par cette intervention parlementaire, le KKE a exigé que la Commission européenne clarifie sa position sur ces violations des droits et libertés politiques, alors même que l'UE renforce ses relations économiques, diplomatiques et militaires avec les pays concernés. Les communistes grecs ont appelé à la libération immédiate des prisonniers politiques en Azerbaïdjan et en Ouzbékistan, et à la fin des persécutions visant les communistes et les autres militants qui défendent l'Union soviétique et la vérité historique.

Espagne: des jeunes militants communistes agressés par la police

L'intervention violente de la police espagnole contre des étudiants et des travailleurs universitaires à l'université Complutense de Madrid, le 14 octobre, a suscité une solidarité internationale de la part d'organisations communistes en Grèce et en Turquie, solidarité à laquelle nous nous associons. Lors de mobilisations en défense de l'enseignement public, la police a pris pour cible des piquets d'étudiants, procédant à cinq arrestations, dont celle d'un membre des Collectifs de la jeunesse communiste (CJC), l'organisation de jeunesse du Parti communiste des travailleurs d'Espagne (PCTE). Plusieurs manifestants, parmi lesquels des militants du CJC, ont été blessés ; certains ont dû être hospitalisés.

Wallonie (Belgique) : 1217 emplois menacés chez GSK

Déclaration de la FGTB¹⁵ à propos de la situation chez GSK, un des plus gros employeur de Wallonie :

" Nouveau coup dur pour l'emploi en Belgique. Le groupe pharmaceutique GSK annonce une restructuration qui pourrait toucher 1.217 employé-es et cadres sur ses sites belges.

Cette annonce est d'autant plus préoccupante que la crise du Covid avait mis en évidence la nécessité pour l'Europe de préserver et de renforcer son autonomie stratégique, notamment dans le secteur pharmaceutique. Aujourd'hui, alors que la politique protectionniste de Donald Trump accentue les pressions pour relocaliser la production aux États-Unis, c'est précisément notre capacité à maintenir une industrie pharmaceutique forte et des emplois de qualité en Europe qui est en jeu.

Une fois de plus, ce sont les travailleuses et travailleurs qui risquent de faire les frais de choix économiques et stratégiques, dans un contexte de tensions commerciales internationales.

La FGTB Bruxelles exprime toute sa solidarité avec les travailleuses et travailleurs de GSK et leurs représentant-es syndicaux-ales.

L'emploi, les compétences et les savoir-faire industriels doivent être préservés. Les travailleuses et travailleurs ne peuvent pas être la variable d'ajustement des stratégies des multinationales ! "

Albanie : soutien du Parti Communiste à la lutte des étudiants

Le Parti communiste d'Albanie (PKSH) a exprimé son soutien total aux manifestations étudiantes en cours contre le gouvernement du Premier ministre Edi Rama ; il a condamné la répression policière et a appelé les travailleurs

ainsi que l'ensemble de la population à se tenir aux côtés de la jeunesse mobilisée. Dans une déclaration publiée par le président du parti, Qemal Cicollari, le PKSH a qualifié les revendications des étudiants de parfaitement justes et légitimes, dénonçant le coût élevé des études, la dégradation des conditions de vie et les difficultés auxquelles les jeunes sont confrontés sous le capitalisme.

Les jeunes communistes grecs en France solidaires des luttes des étudiants



Belgique : grève des fonctionnaires

Les fonctionnaires belges se sont mis en grève le 12 octobre, dans le cadre d'un mouvement national de protestation contre la politique budgétaire du gouvernement et les réformes envisagées concernant les retraites et les conditions de travail. Organisée par le syndicat socialiste de la fonction publique CGSP/ACOD, la grève a notamment touché les transports ferroviaires et publics, l'éducation, la radio et la télévision publique, ainsi que d'autres services publics.

Lutte des lycéens et étudiants en France : déclaration de la FISE (FSM)

La FISE la Fédération Syndicale Internationale de l'Enseignement, affiliée à la FSM, salue et exprime sa solidarité avec les milliers d'étudiants ayant envahi les rues de France pour réclamer « l'éducation pour tous » – le mot d'ordre central de leur mobilisation. Classes de 35 élèves, établissements sans chauffage, milliers de postes d'enseignants vacants, barrières sociales et discriminations : voilà la réalité du système éducatif français, pourtant présenté comme un « modèle » par le gouvernement grec et l'opposition « complaisante ». La jeunesse réagit massivement contre les coupes budgétaires dans l'éducation, alors que le gouvernement français – à l'instar des gouvernements de toute l'UE – dépense des milliards d'euros en armement tout en sacrifiant les salaires, la santé et l'éducation. Nous condamnons la répression brutale de l'État, marquée par des milliers d'arrestations, des manifestants blessés, des passages à tabac et l'usage de gaz lacrymogènes. La pancarte d'un étudiant manifestant résume parfaitement la situation : « *Peut-on discuter sans que vous nous tiriez dessus au gaz lacrymogène ?* » Telle est la prétendue « démocratie » prévalant dans l'UE : celle-ci manie le fouet contre ceux qui se lèvent pour faire valoir leurs revendications. En France comme partout dans le monde, ceux qui croient pouvoir empêcher la jeunesse de lutter, de revendiquer ses droits et de rêver d'un monde meilleur se trompent lourdement. La FISE et les enseignants du monde entier soutiennent et se tiennent aux côtés de tous les étudiants qui, à travers la planète, luttent pour leur droit à une éducation publique et gratuite, répondant à leurs besoins éducatifs modernes. Victoire à la lutte des étudiants en France !

Mayotte : la CGT-MAY Poste annonce une grève illimitée

Dans un communiqué, la CGT-MAY Poste annonce un mouvement de grève à durée illimitée. Le syndicat évoque un manque de considération envers les postières et les postiers de Mayotte. Depuis le passage du cyclone Chido il y a presque deux ans, la direction n'a jamais pris le temps de rencontrer les organisations syndicales. Les grévistes pointent du doigt le manque de personnel alors que la charge de travail ne cesse d'augmenter "*dans la zone Mamoudzou par exemple, nous étions une trentaine, on est 15 désormais, et les départs ne sont pas remplacés*". Complication du travail des agents, les défauts d'adressage, suite au cyclone, empêchent la bonne distribution du courrier : "*ça fait perdre un temps fou aux postiers, et cela engendre la perte de nombreux courriers*".

Italie : la plus grande aciérie d'Europe menace d'arrêter son activité, près de 10 000 emplois concernés

La plus grande casse industrielle et sociale de l'histoire italienne est en cours. En grève illimitée depuis le 12 octobre, les salariés des différents sites de l'Acciaierie d'Italia (ADI, ex-Ilva) luttent pour sauvegarder leur emploi et exiger des investissements. Leurs usines sont passées de main en main, notamment celle d'ArcelorMittal. La première aciérie d'Europe, l'ex Ilva pourrait arrêter totalement son activité et mettre d'ores et déjà la quasi-totalité de ses salariés en chômage partiel.

¹ <https://www.sitecommunistes.org/index.php/publications/communiqués/4171-apres-le-17-octobre-tous-les-efforts-vers-la-greve-generale-contre-lausterite-pour-faire-plier-le-pouvoir>

- [2](https://www.sitecommunistes.org/index.php/france/politique/4177-poursuivre-et-amplifier-la-lutte-contre-le-capital-letat-bourgeois-et-tous-ceux-qui-les-defendent) <https://www.sitecommunistes.org/index.php/france/politique/4177-poursuivre-et-amplifier-la-lutte-contre-le-capital-letat-bourgeois-et-tous-ceux-qui-les-defendent>
- [3](https://fnic-cgt.com/wp-content/uploads/2026/10/TRACT-QUI-SEME-LA-HAINE-RECOLTE-LA-COLERE.pdf) <https://fnic-cgt.com/wp-content/uploads/2026/10/TRACT-QUI-SEME-LA-HAINE-RECOLTE-LA-COLERE.pdf>
- [4](https://www.sitecommunistes.org/index.php/actualites/breves-d-actualite/4170-resume-des-questionTransdev, les conducteurs de cars sont en grèves-economiques-et-sociales-semaine-n-301-du-15-octobre-2026) <https://www.sitecommunistes.org/index.php/actualites/breves-d-actualite/4170-resume-des-questionTransdev, les conducteurs de cars sont en grèves-economiques-et-sociales-semaine-n-301-du-15-octobre-2026>
- [5](https://www.sitecommunistes.org/index.php/actualites/breves-d-actualite/3676-resume-des-questions-economiques-et-sociales-semaine-n-254-du-20-novembre-2025) <https://www.sitecommunistes.org/index.php/actualites/breves-d-actualite/3676-resume-des-questions-economiques-et-sociales-semaine-n-254-du-20-novembre-2025>
- [6](https://www.sitecommunistes.org/index.php/actualites/breves-d-actualite/4023-resume-des-questions-economiques-et-sociales-semaine-n-287-du-09-juillet-2026) <https://www.sitecommunistes.org/index.php/actualites/breves-d-actualite/4023-resume-des-questions-economiques-et-sociales-semaine-n-287-du-09-juillet-2026>
- [7](https://www.sitecommunistes.org/index.php/actualites/breves-d-actualite/4150-resume-des-questions-economiques-et-sociales-semaine-n-300-du-08-octobre-2026) <https://www.sitecommunistes.org/index.php/actualites/breves-d-actualite/4150-resume-des-questions-economiques-et-sociales-semaine-n-300-du-08-octobre-2026>
- [8](https://ftm-cgt.fr/wp-content/uploads/2026/10/2026_10_15_DECLARATION_FTM-CGT_FONDERIE_DE_BRETAGNE_V2.pdf) https://ftm-cgt.fr/wp-content/uploads/2026/10/2026_10_15_DECLARATION_FTM-CGT_FONDERIE_DE_BRETAGNE_V2.pdf
- [9](https://lhermineroige.fr/salaries-de-bollere-en-colere-en-finistere-un-cercueil-des-tombes-et-un-feu-allume-contre-les-emplois-supprime-of-fr-15-10-26/?utm_source=chatgpt.com) https://lhermineroige.fr/salaries-de-bollere-en-colere-en-finistere-un-cercueil-des-tombes-et-un-feu-allume-contre-les-emplois-supprime-of-fr-15-10-26/?utm_source=chatgpt.com
- [10](https://www.ici.fr/centre-val-de-loire/loiret-45/orleans/travaux-du-conservatoire-d-orleans-la-grogne-ne-retombe-pas-apres-l-annonce-d-un-budget-au-rabais-4730500) <https://www.ici.fr/centre-val-de-loire/loiret-45/orleans/travaux-du-conservatoire-d-orleans-la-grogne-ne-retombe-pas-apres-l-annonce-d-un-budget-au-rabais-4730500>
- [11](https://www.cgtetat.fr/fonction-publique-163/vie-des-ministeres-et-ddi-dri/travail-emploi-et-insertion/article/procedures-disciplinaires-contre-pierre-et-benoit-le-ministere-recule-la-lutte?utm_source=chatgpt.com) https://www.cgtetat.fr/fonction-publique-163/vie-des-ministeres-et-ddi-dri/travail-emploi-et-insertion/article/procedures-disciplinaires-contre-pierre-et-benoit-le-ministere-recule-la-lutte?utm_source=chatgpt.com
- [12](https://commercecgt.fr/collections/Communiqu%C3%A9%20de%20presse/premier-casino-de-france-des-benefices-pour-le-groupe-barriere-des-licenciements-pour-les-salaries) <https://commercecgt.fr/collections/Communiqu%C3%A9%20de%20presse/premier-casino-de-france-des-benefices-pour-le-groupe-barriere-des-licenciements-pour-les-salaries>
- [13](https://www.insee.fr/fr/statistiques/9086100) <https://www.insee.fr/fr/statistiques/9086100> Italie : la plus grande aciérie d'Europe menace d'arrêter son activité, près de 10 000 emplois concernés
- [14](https://thenextrecession.wordpress.com/2026/10/20/prizes-for-moving-the-economy-in-the-right-direction/) <https://thenextrecession.wordpress.com/2026/10/20/prizes-for-moving-the-economy-in-the-right-direction/>
- [15](https://www.fgtbbruxelles.be/2026/10/14/gsk-1-217-emplois-menaces-en-belgique-solidarite-avec-les-travailleuses-et-travailleurs/) <https://www.fgtbbruxelles.be/2026/10/14/gsk-1-217-emplois-menaces-en-belgique-solidarite-avec-les-travailleuses-et-travailleurs/>

AIDEZ NOUS, SOUSCRIPTION NATIONALE

Nous ne disposons d'aucun financement officiel, ni d'aucune autre ressource que celle que nous procurent les dons de nos adhérents, de nos sympathisants, de nos amis.

Nous savons que nous pouvons compter sur vous.

Souscrivez et faites souscrire autour de vous

Chèques libellés à : Parti Révolutionnaire COMMUNISTES envoyer à :

Communistes 27, boulevard Saint Martin 75003 Paris (attention au changement d'adresse)

Vos dons pourront être déclarés aux impôts pour obtenir un dégrèvement